



PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

Pôle administratif des installations classées

Réf : PAIC / LS

Annecy, le 21 octobre 2016

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Arrêté n° PAIC 2016 - 0073

Société CAUX S.A. à CLUSES

Prescriptions relatives à la surveillance périodique du rejet de substances dangereuses dans l'eau.

VU la directive 2008/105/CE du 16/12/2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

VU la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

VU la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

VU le code de l'environnement, titre 1^{er} livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L.512-3 (partie législative) et R.512-31 (partie réglementaire) ;

VU les articles R.211-11-1 à R.211-11-3 du Titre I du Livre II du code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret n°2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes ;

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état des eaux de surface ;

VU la circulaire DCE 2005/12 du 28 juillet 2005 relative à la définition du "bon état" ;

VU la circulaire du 7 mai 2007 définissant les « normes de qualité environnementale provisoires (NQE_p) » et les objectifs nationaux de réduction des émissions de certaines substances ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-2260 du 13 août 2009 ayant autorisé la société CAUX S.A. à exploiter un établissement spécialisé dans le traitement de surfaces située sur la commune de Cluses;

VU le courrier du 26 mars 2012 de l'inspection des installations classées confirmant à l'exploitant les substances dangereuses à maintenir en surveillance pérenne suite à l'examen du rapport de synthèse de la surveillance initiale prescrite par l'arrêté préfectoral du 13 août 2009 sus-mentionné ;

VU le rapport de synthèse de la surveillance pérenne établi le 16 novembre 2015 par l'exploitant et transmis à l'inspection des installations classées ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 19 août 2016;

VU l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé lors de sa séance du 28 septembre 2016, au cours duquel l'exploitant a été entendu ;

Considérant les objectifs du SDAGE pour lutter contre les pollutions ;

Considérant qu'il convient de poursuivre la surveillance périodique de certaines substances dangereuses en raison de leur présence dans les rejets d'eaux résiduaires industrielles de l'établissement CAUX ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société CAUX S.A. dont le siège est établi au 5, rue du docteur Gallet – ZI Les Grands Prés – 74 300 CLUSES, devra respecter, pour ses installations situées à la même adresse, les prescriptions du présent arrêté fixant les modalités de surveillance périodique des substances dangereuses mentionnées à l'article 3 ci-après dans le rejet des eaux résiduaires industrielles.

Article 2 :

Les prescriptions de l'article 5.1.10 (articles 5.1.10.1 à 5.1.10.5) de l'arrêté préfectoral n° 2009-2260 du 13 août 2009 sont abrogées.

Article 3 : Mise en œuvre de la surveillance périodique

L'exploitant met en œuvre la surveillance périodique des substances dangereuses suivantes dans le rejet des eaux résiduaires industrielles à compter de la date de notification du présent arrêté :

Substances	Catégorie de la substance	Code SANDRE	Périodicité des mesures
Mercure et ses composés	I	1387	semestrielle
Nonylphénols et éthoxylates de nonylphénols (NP1OE et NP2OE)	I	1957 (nonylphénols) 6366 (NP1OE) 6369 (NP2OE)	semestrielle

Substances de la catégorie 1 : Substances dangereuses prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07 mai 2007).

Les analyses seront réalisées par un organisme extérieur agréé et porteront sur un échantillon prélevé pendant 24 heures, représentatif du fonctionnement de l'installation.

Article 4 : suppression des substances dangereuses prioritaires

Sous un délai de 1 an à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant fournira à l'inspection des installations classées, au besoin par le biais d'une étude technico-économique, ses propositions concernant les actions à mettre en œuvre pour atteindre jusqu'à 100 % de réduction, en 2021, des émissions des substances dangereuses prioritaires suivantes maintenues en surveillance périodique, lorsque cela est possible à un coût acceptable.: nonylphénols, éthoxylates de nonylphénols (NP1OE, NP2OE) et mercure. Dans tous les cas, la réduction maximale devra être recherchée.

Article 5: Déclaration des données relatives à la surveillance périodique des rejets aqueux

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 3 ci-dessus seront saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet (outil de Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente – GIDAF).

Article 6: Déclaration annuelle des émissions polluantes

Au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, l'exploitant déclarera sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet ou, à défaut, par écrit à l'inspection des installations classées, le bilan annuel portant sur l'année précédente de la masse annuelle des émissions des substances faisant l'objet de la surveillance périodique décrite à l'article 3 du présent arrêté.

Les seuils au-delà desquels l'exploitant est tenu de procéder à cette déclaration sont fixés par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

Article 7 :

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Grenoble.

- par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 8:

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de CLUSES pendant une durée minimale d'un mois et affiché en permanence et de façon visible dans l'établissement, par les soins du bénéficiaire.

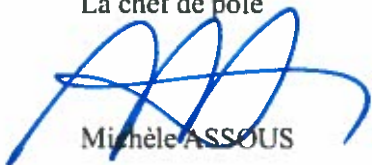
Article 9 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire de CLUSES.

POUR AMPLIATION

La chef de pôle



Michèle ASSOUS



Pour le préfet,
Le secrétaire général,
signé
Guillaume DOUHERET